

Règlement du Service Public de Gestion des Déchets

Envoyé en préfecture le 09/01/2023

Reçu en préfecture le 09/01/2023

Publié le



ID : 036-200007052-20230109-2023_001_ARR-AR

Sommaire

Chapitre 1 Dispositions générales

- Article 1.1 Champ d'application du règlement
 - 1.1.1 Compétence de la collectivité
 - 1.1.2 Objet du règlement
 - 1.1.3 Les bénéficiaires du service
- Article 1.2 Coordonnées de la collectivité
- Article 1.3 Priorité à la prévention des déchets

Chapitre 2 Définitions générales

- Article 2.1 Les déchets ménagers pris en charge par le service public
 - 2.1.1 Les déchets courants
 - Les ordures ménagères (OMR)
 - Les emballages
 - Les papiers
 - Le verre
 - 2.1.2 Les déchets occasionnels
 - Les encombrants
 - Les déchets verts
 - Les huiles de friture
 - Les Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA)
 - Les huiles de vidanges
 - Les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE)
 - Les Déchets Diffus Spécifiques (DDS)
 - Le textile, linges de maison et chaussures (TLC)
 - Les Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (DASRI)
- Article 2.2 Les déchets non pris en charge par le service public de gestion des déchets

Chapitre 3 Organisation des collectes

- Article 3.1 Sécurité et facilitation de la collecte
 - 3.1.1 Prévention des risques liés à la collecte des déchets
 - 3.1.2 Facilitation des véhicules de collecte
- Article 3.2 Collecte en porte à porte
 - 3.2.1 Champ de la collecte en porte à porte
 - 3.2.2 Modalités de la collecte en porte à porte
- Article 3.3 Collecte en points d'apport volontaire
 - 3.3.1 Champ de la collecte en points d'apport volontaire
 - 3.3.2 Modalités de la collecte en points d'apport volontaire
- Article 3.4 Déchets des manifestations
- Article 3.5 Les contenants de collecte
 - 3.5.1 Collecte des ordures ménagères résiduelles
 - 3.5.2 Collecte des déchets recyclables d'emballages et papiers
- Article 3.6 Présentation des déchets à la collecte
- Article 3.7 Entretien et maintenance des bacs

Chapitre 4 Apports en déchetterie

- Article 4.1 Organisation de la collecte en déchetterie sur le territoire
- Article 4.2 Conditions d'accès en déchetterie

Chapitre 5 Dispositions financières

Article 5.1 Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)

Article 5.2 Redevant pour enlèvement des déchets de campings

Chapitre 6 Sanctions

Article 6.1 Non-respect des modalités de collecte

Article 6.2 Dépôts sauvages

Article 6.3 Participation aux frais de nettoyage des dépôts irréguliers

Article 6.4 Brûlage des déchets

Article 6.5 Chiffonnage

Chapitre 7 Conditions d'exécution

Article 7.1 Application

Article 7.2 Modifications

Article 7.3 Exécution

ARTICLE 1.1 Champ d'application du règlement

1.1.1 Compétence de la collectivité

En application du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes de la Marche berrichonne exerce, en lieu et place des 9 communes membres, la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.

Les communes membres sont : Aigurande, La Buxerette, Crevant, Crozon sur Vauvre, Lourdoueix Saint Michel, Montchevrier, Orsennes, Saint Denis de Jouhet et Saint Plantaire.

La Communauté de communes est maître d'ouvrage des prestations qui relèvent de sa compétence. Elle est décisionnaire des modalités de service rendu aux usagers, de son organisation et de son optimisation globale afin de maîtriser les coûts, ainsi que le financement de ce service public.

1.1.2 Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités de la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté de communes de la Marche berrichonne.

Ce règlement s'impose à tout usager du service public de collecte des déchets.

1.1.3 Les bénéficiaires du service

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tout producteur et détenteur de déchets ménagers et assimilés, qu'il s'agisse de :

- Personnes physique ou morale, occupant une propriété à titre principal ou secondaire en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire ;
- Personnes travaillant pour une entreprise, une association, ou un établissement public situé sur les collectivités dans les limites définies par le présent règlement ;
- Personnes itinérantes séjournant sur le territoire de la collectivité (touristes, gens du voyage nomades ou semi-sédentaires ...).

ARTICLE 1.2 Coordonnées de la collectivité

Le service de la Communauté de communes de la Marche berrichonne reçoit et instruit toutes les demandes de renseignements ainsi que les réclamations liées à la collecte ou à la facturation du service.

Les demandes peuvent être adressées par téléphone, internet, courrier ou courriel selon les modalités suivantes :

- Via le site internet : <https://www.ccmarcheberrichonne.fr>
- Par mail : contact@ccmarcheberrichonne.fr
- Par téléphone : 02 54 06 37 33
- Par courrier : 8 rue Jean Marien Messant - 36140 AIGURANDE

ARTICLE 1.3 Priorité à la prévention des déchets

La prévention des déchets est un ensemble de mesures et d'actions visant à réduire la masse, le volume et la nocivité des déchets produits. Elle doit donc intervenir préalablement au geste de tri et consiste à éviter la production du déchet, réutiliser ou réemployer, réparer, vendre ou donner, gérer les biodéchets sur place. Dans ce cadre, la Communauté de commune de la Marche berrichonne accompagne les usagers par le biais d'actions de prévention des déchets et a notamment mis en place :

- La diffusion de STOP PUB,
- La distribution de composteurs individuels,
- Le prêt de broyeurs de déchets verts.

ARTICLE 2.1. Les déchets ménagers pris en charge par le service public

Les déchets ménagers sont les déchets solides produits par les ménages sur leur lieu d'habitation. Cela inclut les déchets courants tels que les ordures ménagères résiduelles, les déchets recyclables collectés séparément ainsi que les déchets occasionnels ou encombrants tels que gravats, déchets verts, meubles, électroménager, déchets dangereux qui sont principalement collectés en déchetterie.

2.1.1 Les déchets courants

LES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES (OMR)

Il s'agit de l'ensemble des déchets produits par les ménages et qui ne font pas l'objet d'une collecte séparative en vue d'une revalorisation matière ou d'un traitement adapté. Ce sont les déchets solides, non recyclables, non toxiques, non dangereux et non inertes.

LES DECHETS ALIMENTAIRES

Les déchets alimentaires sont les déchets composés de matières organiques biodégradables issus de la préparation des repas : épluchures de fruits et légumes, restes de repas (fruits et légumes, riz, pâtes, os, viande, coquillages, coquilles d'œufs ...) ; essuie-tout, marc de café, filtres, sachets de thé ...

Conformément à la loi anti gaspillage et économie circulaire du 10 février 2020 et pour favoriser leur retour au sol en tant qu'amendement organique, les biodéchets ne devront plus être présentés en mélange avec les ordures ménagères résiduelles après le 1^{er} janvier 2024.

Les usagers sont invités à trier à la source leurs biodéchets et à les valoriser par compostage.

La Communauté de communes met à la disposition des usagers le souhaitant des composteurs individuels.

LES EMBALLAGES

Ils sont constitués de :

- Tous les emballages en plastique : bouteilles, tubes, flacons et bidons (opaques ou transparents), bouchons, sacs et sachets, films (alimentaires ou d'emballage), barquettes, pots et boîtes, calages en polystyrène ...
- Tous les emballages en métal : aérosols et bidons, boîtes de conserves et canettes, petits emballages métalliques ou en aluminium (capsules de café, couvercles, bouchons, tubes, ...), barquettes en métal, gourde de compote, papier d'aluminium,
- Tous les emballages en carton : cartons, cartonnettes de suremballages, briques alimentaires.

LES PAPIERS

Il s'agit des journaux, magazines, revues ; des prospectus publicitaires ; des catalogues et annuaires ; des enveloppes (y compris enveloppes à fenêtres), lettres et courriers, des livres et cahiers, des papiers d'emballages (dont sacs en papier) ; tout papier en général.

LE VERRE

Il s'agit des contenants usagés en verre : bouteilles, bocaux, flacons et pots vidés de leur contenu.

2.1.2 Les déchets occasionnels

LES ENCOMBRANTS

Les encombrants sont les déchets non dangereux, non toxiques, non biodégradables provenant de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume ou de leur poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères.

Ils comprennent notamment :

- Les mobiliers divers,
- La petite ferraille (vélos, poussettes ...),
- Les matelas,
- Les appareils électroménagers,

- Des objets divers.

Ces déchets sont refusés dans le cadre de la collecte au porte à porte et sont acceptés en déchetterie pour y être triés dans des conditions respectueuses de l'environnement et revalorisés.

LES DECHETS VERTS

Ce sont les matières végétales biodégradables issues de l'exploitation, de l'entretien ou de la création de jardins ou d'espaces verts (tontes de pelouse, feuilles, déchets floraux, résidus d'égavage, de tailles de haies et d'arbustes, de débroussaillage).

Ces déchets font partie de la catégorie des biodéchets d'un point de vue réglementaire.

Ils sont refusés dans le cadre de la collecte en porte à porte et admis en déchetterie (à l'exclusion des souches).

LES HUILES DE FRITURE

Les huiles de friture sont les huiles alimentaires végétales usagées des ménages. Il est interdit de déverser les huiles alimentaires usagées dans l'évier ou dans la poubelle ou de les mélanger avec d'autres déchets.

Les huiles de friture se déposent à la déchetterie.

LES DECHETS D'ELEMENTS D'AMEUBLEMENT (DEA)

Ce sont les meubles usagés en bois, plastique, ferrailles ainsi que les matelas, meubles de jardin ou éléments de décoration.

Ils se déposent en déchetterie.

LES HUILES DE VIDANGE

Les huiles de vidange usagées sont les huiles minérales et synthétiques, lubrifiantes ou industrielles qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient destinées (huile de moteur, huiles lubrifiantes ...)

En raison des risques pour la santé, elles doivent être apportées en déchetterie pour leur prise en charge par la filière réglementaire.

LES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE)

Un déchet d'équipement électrique et électronique (DEEE) est un produit électrique fonctionnant soit par le branchement d'une prise sur le secteur, soit par une source autonome (pile, batterie).

Cette catégorie inclut tous leurs composants, sous-ensembles et consommables spécifiques.

Ils sont collectés en déchetterie et répartis en 5 catégories :

- Le Gros Electroménager Froid (GEM F) : réfrigérateur, congélateur, climatiseur.
- Le Gros Electroménager Hors Froid (GEM HF) : cuisinières, four, hotte aspirante, chauffe-eau, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, ...
- Les Petits Appareils en Mélange (PAM) : appareils de cuisine, bureautique / informatique, entretien / ménage, vidéo, audio, jardinerie, micro-onde ...
- Les Ecrans (ECR) : télévision, ordinateur, minitel ...
- Les lampes, ampoules et tubes fluorescents.

LES DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES (DDS)

Les déchets diffus spécifiques acceptés sont les déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.

Ces déchets doivent être remis directement à l'agent de déchetterie.

LES TEXTILES, LINGES DE MAISON ET CHAUSSURES (TLC)

Les déchets textiles sont les déchets issus des textiles d'habillement, des chaussures, de la petite maroquinerie et du linge de maison, à l'exclusion des textiles sanitaires.

Ils peuvent être déposés dans les conteneurs d'apport volontaire installés à cet effet sur le territoire ou en déchetterie.

LES DECHETS D'ACTIVITE DE SOIN A RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

Les Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) piquants et coupants doivent faire l'objet d'une attention particulière en raison des risques qu'ils présentent pour la santé (blessures, infection) et des accidents qu'ils peuvent occasionner au cours de leur gestion.

Il est donc strictement interdit de jeter ces déchets avec les ordures résiduelles ou dans les déchets recyclables.

Ils doivent être prioritairement orientés vers les pharmacies, mais sont néanmoins acceptés à la déchetterie du Verret.

ARTICLE 2.2. Les déchets non pris en charge par le service public de gestion des déchets

La Communauté de communes de la Marche berrichonne n'est pas compétente pour la gestion des déchets d'activités économiques dangereux ou non, qui en raison de leur nature ou des quantités produites ne peuvent être collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets ménagers et nécessitent des sujétions techniques particulières.

Il est de la responsabilité de leur producteur ou détenteur d'assurer, ou de faire assurer par des moyens appropriés leur prise en charge jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, dans le respect de la réglementation.

Ne sont également pas pris en charge par le service public de gestion des déchets :

- Les médicaments non utilisés qui doivent être déposés en pharmacie,
- Les bouteilles de gaz rechargeables,
- Les extincteurs,
- Les pneumatiques,
- Les véhicules hors d'usage (VHU).

ARTICLE 3.1. Sécurité et facilitation de la collecte

3.1.1 Prévention des risques liés à la collecte des déchets

Les véhicules de collecte circulent sur les voies publiques, carrossables et autorisées aux véhicules poids lourds, dans le respect du Code de la Route.

Les circuits de collecte sont également réalisés dans le respect des conditions techniques et de sécurité préconisées par la recommandation R437 de la CNAMTS propre au secteur d'activité des déchets, et en particulier :

- Interdiction de réaliser la collecte en marche arrière : dans le cas d'impasse ou chemin sans issue, s'il n'est pas prévu d'aire de retournement du véhicule de collecte suffisante, la collecte aura lieu à l'entrée de la voie ou à l'endroit le plus proche du passage du véhicule de collecte.
- Interdiction de réaliser des collectes bilatérales (les deux côtés de la voie en même temps) sur les voies à deux sens de circulation.

3.1.2 Facilitation de la circulation des véhicules de collecte

Tout conducteur d'un véhicule circulant à proximité d'un véhicule de collecte portera une attention particulière à la sécurité des équipiers de collecte situés sur le véhicule ou circulant à ses abords.

Le stationnement des véhicules ne doit pas présenter de gêne pour la circulation des véhicules de collecte.

Le long des voies de circulation, les arbres, haies et arbustes appartenant aux riverains et aux communes doivent être correctement élagués par ceux-ci, de manière à permettre le passage du véhicule de collecte.

Si les conditions de sécurité ne sont pas remplies, la Communauté de communes peut décider de ne pas réaliser la collecte. Le Maire de la commune est alors averti.

Pour permettre le passage des véhicules de collecte, les voies doivent répondre aux critères suivants :

- Largeur de voie suffisante,
- Structure de chaussée adaptée au passage d'un véhicule poids lourds dont le PTAC est de 26 tonnes,
- Les voies en impasse se terminent par une aire de retournement sur la voie publique, libre de tout stationnement.

Pour les voies ne remplissant pas les conditions fixées ci-dessus, la collecte aura lieu sur une aire de regroupement à l'entrée de la voie ou à l'endroit le plus proche du passage du véhicule de collecte.

A titre exceptionnel, la communauté de communes peut assurer l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés dans les voies privées sur la double condition de l'accord écrit du ou des propriétaires dégageant la responsabilité de la collectivité en cas de dégradations, et dès lors que la voirie privée présente toutes les caractéristiques d'accessibilité des véhicules de collecte énoncées ci-avant, notamment de la possibilité de retournement des véhicules de collecte dans les voies en impasse.

ARTICLE 3.2. Collecte en porte à porte

3.2.1. Champ de la collecte en porte à porte

Les catégories de déchets suivants sont collectées en porte à porte sur le territoire de la collectivité :

- Les déchets d'emballages et papiers recyclables des ménages et assimilés.
- Les ordures ménagères résiduelles des ménages et assimilés.

3.2.2. Modalités de la collecte en porte à porte

Les fréquences de collecte sont fixées comme suit :

- Bourgs (hors Aigurande) : collecte simultanée des déchets d'emballages et ordures ménagères résiduelles une fois par semaine.
- Bourg d'Aigurande : collecte des déchets d'emballage une fois par semaine, collecte des ordures ménagères résiduelles une fois par semaine.

- Campagne : collecte simultanée des déchets d'emballage et ordures ménagères résiduelles une fois par quinzaine.
(Rappel : l'article R. 2224.24 du code général des collectivités territoriales impose que les ordures ménagères résiduelles soient collectées au moins une fois toutes les deux semaines en porte à porte en dehors des zones agglomérées groupant plus de 2000 habitants).

Pendant la période estivale, seront mises en place en fonction des besoins à des dates fixées par la collectivité des collectes supplémentaires. Des informations sur les modalités de collectes supplémentaires pourront être obtenues auprès de la Communauté de communes.

Lorsque le jour de collecte tombe un jour férié, une collecte de rattrapage est organisée.

L'heure de passage du véhicule de collecte varie selon les obligations du service. Il n'est donc pas possible de préciser un horaire fixe.

Toutefois, la Communauté de communes peut être amenée à modifier les itinéraires et fréquences de collecte selon les nécessités, notamment en cas d'arrêtés réglementant la circulation ayant une incidence sur les collectes.

ARTICLE 3.3. Collecte en points d'apport volontaire

3.3.1. Champ de la collecte en points d'apport volontaire

La Communauté de communes met à disposition des usagers un réseau de points d'apport volontaire comprenant un ou plusieurs conteneurs.

Ces conteneurs sont destinés à recevoir, selon la localisation sur le territoire :

- Le verre
- Les textiles d'habillement, linge de maison et chaussures (TLC).

Les adresses d'implantation de ces équipements sont disponibles sur le site internet de la communauté de communes <https://www.ccmarcheberrichonne.fr> ou sont communiqués sur demande au secrétariat.

3.3.2. Modalités de la collecte en points d'apport volontaire

Les déchets doivent être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés selon les consignes de tri indiquées sur les dits conteneurs.

Aucun déchet ne doit être déposé au pied des conteneurs.

L'abandon de déchets à proximité de ces points est réprimé (l'abandon de détritus sur la voie publique est puni d'une amende de 450 euros).

Tout atteinte volontaire à la propreté ou à l'intégrité des conteneurs, y compris l'affichage sauvage, est interdite et passible de sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.4. Déchets des manifestations

Dans le cas de manifestations, il appartient à l'association organisatrice ou à la commune de prendre contact avec les services de la Communauté de Communes afin de définir les modalités de collecte, au minimum 1 mois à l'avance.

Des conteneurs pour les déchets recyclables, le verre ou les ordures ménagères résiduelles pourront être attribués.

Dans le cadre de sa démarche éco-responsable, la Communauté de communes peut mettre à disposition d'organismes de manifestations des éco-gobelets.

ARTICLE 3.5. Les contenants de collecte

3.5.1. Collecte des ordures ménagères résiduelles

La collectivité ne fournit pas de contenants pour la collecte des ordures ménagères résiduelles.

Les ordures ménagères résiduelles doivent être présentées à la collecte en sacs ou contenants adaptés permettant la collecte par le service.

Ainsi, les contenants éventuellement utilisés doivent pouvoir être pris en charge techniquement par le véhicule de collecte. Ils ne doivent pas être d'une capacité supérieure à 750 litres. L'utilisation de récipients détournés de leurs usages (bidons, futs, ... etc.) est interdite.

La Communauté de communes peut mettre à la disposition des usagers moyennant location des conteneurs conformes.

3.5.2. Collecte des déchets recyclables d'emballages et papiers

La Communauté de communes met gratuitement à disposition des usagers des conteneurs normalisés pour les déchets recyclables d'emballage et papiers.

Chaque bac est affecté à une adresse et reste la propriété de la collectivité. A ce titre, ils ne peuvent être emportés par les usagers lors d'un déménagement, d'une vente ou de la location d'une propriété.

Les usagers ont la garde juridique de ces conteneurs et assument ainsi les responsabilités qui en découlent, notamment en cas d'accident sur la voie publique.

A ce titre, ils sont chargés de la sortie et de la rentrée des récipients avant et après la collecte.

Les dotations en bacs sont fonction de la typologie de l'habitat, du nombre de personnes composant le foyer ou le cas échéant, de la nature de l'activité professionnelle.

ARTICLE 3.6. Présentation des déchets à la collecte

Les déchets collectés doivent être sortis au plus tôt la veille au soir du jour de collecte. Ils doivent être présentés devant ou au plus près de l'habitation ou de l'activité professionnelle en bordure de la voie publique, sans empiétement sur la chaussée.

S'ils sont situés dans une impasse non accessible au véhicule de collecte, ils doivent être présentés en bout de voie accessible au véhicule.

Les récipients doivent être remisés le plus rapidement possible après le passage de la benne de collecte.

Le personnel de collecte ne doit pas s'introduire dans les propriétés privées pour y prendre les récipients. Le propriétaire a à sa charge la sortie et le remisage des bacs.

Aucune présentation en vrac n'est acceptée. Elle est alors considérée comme un dépôt contraire au règlement de collecte.

Le personnel du service de collecte est habilité à vérifier le contenu des récipients présentés à la collecte, dont en particulier ceux réservés au tri des déchets recyclables.

Si le contenu des récipients n'est pas conforme aux consignes de tri diffusées par la Communauté de communes, les déchets ne seront pas collectés.

Un message précisant la cause du refus de collecte sera apposé sur le bac.

L'utilisateur devra rentrer le ou les récipients non collectés et en extraire les erreurs de tri.

Il appartient alors à l'utilisateur soit de représenter ses déchets correctement lors de la collecte suivante, soit de les apporter en déchetterie s'ils y sont acceptés.

En aucun cas les récipients ne devront rester sur la voie publique.

En cas de renouvellement d'erreur de tri ou de mauvaise volonté manifeste, l'autorité compétente se réserve le droit d'appliquer la sanction pour non-respect du règlement de collecte.

ARTICLE 3.7. Entretien et maintenance des bacs

Le nettoyage et l'entretien régulier des bacs fournis par la collectivité pour la collecte des recyclables est à la charge des usagers qui en ont la garde juridique.

Les opérations de maintenance (remplacement d'un couvercle ou d'une roue, par exemple) sont assurées par la Communauté de communes. Seul son service est habilité à échanger, remplacer ou réparer un conteneur.

En cas de dégradation d'un conteneur suite à des usages non adaptés ou par malveillance, ce dernier sera facturé à l'utilisateur selon un tarif voté par le conseil communautaire.

ARTICLE 4.1. Organisation de la collecte en déchetterie sur le territoire

La Communauté de communes de la Marche berrichonne dispose d'une déchetterie située à Aigurande « Le Verret ».

Il s'agit d'une installation aménagée et surveillée, complémentaire au service de collecte traditionnelle des ordures ménagères et assimilées qui ne peuvent être collectées dans le cadre de la collecte ordinaire en raison de leur nature, leur volume, leur dangerosité, leur quantité ou encore leur poids.

Elle permet de favoriser le recyclage et la valorisation des matériaux dans le respect de l'environnement et d'éviter la multiplication des dépôts sauvages sur le territoire de la collectivité.

La Communauté de communes dispose également d'une déchetterie mobile qui s'installe dans chacune des communes de la communauté selon un calendrier consultable auprès des services de la communauté ou des mairies ou sur le site <https://www.ccmarcheberrichonne.fr>.

Les déchets collectés sont :

- Les cartons d'emballage
- Les déchets verts
- Les ferrailles
- Les gravats
- Le bois non traité
- Les Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA)
- Les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)
- Les Déchets Diffus Spécifiques (DDS)
- Les textiles
- Les Déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) et radiographies.
- Les piles et batteries

La déchetterie du Verret est accessible pendant les horaires d'ouverture, en présence d'un gardien. Il est interdit d'y accéder en dehors de ces horaires et de déposer des déchets aux portes de la déchetterie durant les heures de fermeture.

ARTICLE 4.2. Conditions d'accès en déchetterie

L'accès à la déchetterie fixe et à la déchetterie mobile est réservé aux ménages résidant sur le territoire de la collectivité.

L'accès aux déchetteries est autorisé, sur présentation d'une carte d'accès, et dans la limite du dépôt de 1m³/jour. Cet accès est gratuit et limité aux véhicules légers (voitures particulières) et aux véhicules d'un PTAC limité à 3,5 tonnes.

Les conditions d'utilisation de la déchetterie sont précisées dans le règlement intérieur de la déchetterie.

Seul le gardien est habilité à juger de la nature et de la quantité des déchets apportés. Il peut refuser les déchets qui de par leur nature, leurs forme et dimension, présenteraient un danger pour l'exploitation.

ARTICLE 5.1. Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)

Le financement du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés est assuré par la redevance d'enlèvement des ordures ménagères prévue à l'article L.2333-76 du Code général des collectivités territoriales. Cette redevance, calculée en fonction du service rendu à l'usager, s'applique à tout redevable du territoire de la Communauté de communes pouvant bénéficier du service comprenant :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles et leur traitement
- La collecte des emballages, papiers, verre et leur traitement
- La mise à disposition des déchetteries et leur exploitation

Les tarifs de la REOM sont fixés chaque année par le conseil communautaire.

Un règlement particulier d'application de la REOM est à disposition des usagers au secrétariat de la Communauté de communes ou sur son site internet.

ARTICLE 5.2. Redevance pour enlèvement des déchets de campings

Le financement de la gestion des ordures ménagères en provenance des terrains de camping ou aménagés pour le stationnement des caravanes est assuré par une redevance calculée en fonction du service effectué pour l'élimination des déchets.

ARTICLE 6.1. Non-respect des modalités de collecte

En vertu de l'article R632-1 du Code Pénal, le fait de déposer dans des conteneurs, poubelles ou bennes adaptés au déchets ou aux emplacements désignés à cet effet pour ce type de déchets par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par cette autorité, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours et d'horaires de collecte, ou de tri des ordures, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 2^{ème} classe (150 euros).

ARTICLE 6.2. Dépôts sauvages

Le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser des déchets, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par la collectivité dans le présent règlement, constitue une infraction passible à ce titre d'une contravention de 4^{ème} classe.

Le dépôt de déchets au pied d'un conteneur prévu à cet effet est assimilé à un dépôt sauvage.

En cas de dépôts sauvages, l'autorité compétente se réserve le droit de contrôler le contenu des déchets et de rechercher le responsable de ces dépôts.

ARTICLE 6.3. Participation aux frais de nettoyage des dépôts irréguliers

En cas de dépôts sauvages ou de non-respect des modalités de collecte nécessitant l'intervention des services de la collectivité pour le nettoyage des lieux ou collecte spéciale, une participation aux frais sera facturée à l'usager responsable.

Le montant de cette participation est fixé annuellement par le conseil communautaire.

ARTICLE 6.4. Brûlage des déchets

Le brûlage de tout type de déchet est interdit sur tout le territoire (circulaire du 18 novembre 2011 et règlement sanitaire départemental).

La Communauté de communes met à disposition des usagers, à titre gratuit, des broyeurs de déchets verts.

ARTICLE 6.5. Chiffonnage

La récupération ou le chiffonnage, c'est-à-dire le ramassage par des personnes non habilitées d'objets de nature présentés dans le cadre de l'enlèvement des déchets ménagers sont strictement interdits à toutes les phases de la collecte.

Le non-respect de cette interdiction constitue une contravention de 1^{ère} classe.

ARTICLE 7.1. Application

Le présent règlement est applicable à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 7.2. Modifications

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

ARTICLE 7.3. Exécution

Monsieur le Président de la Communauté de communes de la Marche berrichonne, Mesdames et Messieurs les Maires pour chacune des communes membres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement.

Vu pour être annexé à mon arrêté du 9 janvier 2023

Le Président,

